

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
15 janvier 2009  
N° 2062  
1,30 €

Un procès avorté

**IZARBEL**

**le Pays Basque  
du futur**

**J-R Guiretso et Michel Poucoyts**





# L'ordre ancien

**I**L avait envoyé une lettre comminatoire aux maires du Pays Basque pour les enjoindre de ne pas signer la pétition pour l'arrêt des poursuites contre Labarrantza Ganbara. Ton condescendant et menaces à peine voilées, rien n'y a fait. Quasiment la moitié des maires ont déjà signé. Alors le préfet est contraint d'assurer lui-même le service après-vente de sa tentative d'intimidation. Il ne manque pas une rencontre avec les élus pour tancer les récalcitrants.

On le ressent depuis quelques années, l'Etat RPR est de retour. Le parti au pouvoir accapare, sans état d'âme, l'ensemble des pouvoirs centraux dans ses mains. Pire, Sarkozy dans sa boulimie malade a concentré l'essentiel du pouvoir de décision à l'Elysée. Dès lors il n'est pas surprenant de voir les représentants de l'Etat reproduire localement le modèle présidentiel et se comporter en potentats intransigeants sur leur territoire.

Les deux derniers préfets, dont les Pyrénées-Atlantiques ont hérité, illustrent, jusqu'à la caricature, cette volonté de reprise en main. En concentrant la totalité des prérogatives préfectorales à Pau et en quadrillant en permanence le terrain, ils ont dépouillé les sous-préfets de toutes leurs missions d'animation et même de représentation. Hormis les employés de la sous-préfecture, qui peut dire le nom même de l'actuel locataire des bords de l'Adour à Bayonne? En usant et abusant de leur pouvoir de contrôle de légalité, ils tentent d'inféoder les élus locaux et d'édulcorer les compétences que les lois de décentralisation ont accordées aux collectivités territoriales. Leur prétention va jusqu'à exiger systématiquement de prendre la parole en dernier lors des assemblées d'élus, à seule fin d'avoir le dernier mot.

On aurait pu penser que les lois de décentralisations, qui ont sensiblement élargi les domaines de compétences des diverses collectivités territoriales, auraient eu raison de ces comportements. Erreur: l'esprit jacobin français a

la vie dure. Enarques formatés pour satisfaire aux exigences du service de l'Etat, c'est-à-dire du pouvoir central, et non des collectivités territoriales, encore moins des citoyens, préfets et autres administrateurs civils sont les fidèles serviteurs d'un modèle jacobin quasi unique en Europe. Enfermés dans des schémas intellectuels d'un autre âge, ils donnent d'eux-mêmes l'image surannée de serviteurs aveugles d'une république décalée, d'un pouvoir central de plus en plus coupé du pays réel.

Le peu d'écho que les injonctions du préfet palois rencontrent auprès de la majorité des élus du Pays Basque ne s'explique pas autrement. La décentralisation, bien que loin d'être aboutie, a consacré la prédominance des collectivités territoriales en termes d'action sociale ou d'investissement dans les infrastructures publiques locales. La dépendance aux décisions préfectorales qui a prédominé pendant presque deux siècles s'est largement atténuée. De surcroît, la capacité d'intervention d'un Etat quasiment en faillite, de l'aveu même du premier ministre, sur les investissements publics qui touchent à la vie quotidienne des citoyens s'est fortement réduite. Dans le même temps, l'intercommunalité qui concentre l'essentiel des décisions d'investissement des communes a sorti le maire de la petite commune rurale de sa position passée de quémendeur docile auprès d'une administration préfectorale toute puissante.

Bref, les élus locaux s'affranchissent de plus en plus de cette détestable sujétion dans laquelle l'autorité centrale les a maintenus des siècles durant. On ne peut que se réjouir de l'attitude responsable d'une nouvelle génération d'élus locaux, au demeurant mieux formés et plus compétents, face à un représentant de l'Etat, perçu essentiellement, non comme un médiateur ou un facilitateur de projets, mais comme le premier flic du département essentiellement préoccupé de maintien de l'ordre. De l'ordre ancien, évidemment.

# Txantxa bat

**J**USTIZIAREKIN ez du naski deus ikustekorik. Baina Justiziaren izenean dira zortzi lagun deituak izan Bilboko Auzitegi Nagusia. Eta ez nor nahi. Ez edozein zortzi lagun. Eta ez edozein akusamendu baten pean. Eta gertakaria kontatzeko, txiste bat balitz bezala egin behar... Zortzi lagun horietan Eusko Jaurlaritzako lehendakaria, Juan Jose Ibarretxe. Zortzi lagun horietan, Espainol Alderdi Sozialistaren bi kide: ez edozein, alderdiko buruzagiak Hego Euskal Herrian. Bat Sozialisten lehendakari-gai datoren hauteskundetan: Patxi Lopez. Eta horiekin beste bost kide. Lau, gaur egun preso direnak, Pernando Barrena, Rufi Etxeberria, Juan Joxe Petrikorena eta Olatz Dañobeitia ezker abertzaleko kideak, eta bat, berrikitan aterata presondegitik: Arnaldo Otegi. Bostak Batasuneko kideak. Zer zaie leporatua gaiztagin horiei? Zer gauza afrusa egina lukete juze baten parean deituak izateko? Zenbat lehergailu pausatu ahal lukete? Zenbat hil? Beren kulpa bakarra: elkarrizketa... Bai elkarrizketa. Jende guzi hauek elkar bildu dira, su-eten garai batetan, bakarrik mintzatzeko eta naski bakeaz mintzatzeko... Ez isilka edo gordeka, baina Donostiako Hotel famatu batetan, prentsa eta argazkilariak jakinean, Garzon epailearen onarpenarekin gainera. Ongi kontutan hartu behar da gertakari hau ez dela gertatzen Xinan, Hego Amerike-

tan edo Afrikako leku galdu batetan, baina Europa erdian, Bilboko Auzitegi Nagusian. Kasik iringarria izaiten ahal liteke, ez balitz batzuen askatasuna jokoan. Txantxa bat iduri. Harridura pasatu eta galderak sortzen dira. Nola heldu gira hein horretara? Holako gertakariak zerengatik? Nola eta nork erabaki du elkarrizketaren printzipioa kondenagarria izaiten ahal zela? Eta partikularki politika arduradunen arteko elkarrizketa. Nola gauzak konpontzen ahalko dira elkarrizketarik gabe? Ados ez diren arteko elkarrizketarik gabe? Elkar ikusten ahal ez duten arteko elkarrizketarik gabe? Harrizketa. Prokuradoreak eta auziratuen defentsak auzia artxibatzea galde egin dute, delitu eskasarengatik. Deliturik ez baita. Lerro hauek idaztean ez zen ezagutua epailearen erabakia. Edozein izanik ere, jakina da gaur, Espainol Alderdien legeari esker, edozein gauza egiten ahal dela. Harrigarrienak barne. Hobekiago ulertzen da nola posible izan den alderdi batzuen debekatzea, egunkari baten hestea, gizarteko parte zabal batzuk kriminalizatzea... Ulertzen ere zein zaila izanen den konponbide baten lortzea... eta zer joko eramaiten duen Espainol estatuak, zer joko eramaiten duten elkarte batzuek, Ermuko Foroa eta Dignidad y Justicia kasu honetan. Eta horiek guziak demokrazia eta justiziaren izenean. Baina demokrazia eta justiziaren itxurarik gabe.



... et réjouit que pour son dernier acte au ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale Brice Hortefeux essuie un échec. Le Mali refuse en effet le quota annuel «ridicule» de 1.500 régularisations et entrées d'immigrés en échange de facilités pour la reconduite des sans-papiers. L'exigeant Brice se souvient-il si, à la belle époque, les colons entraînaient au Mali avec des papiers en règle?

... pas tant que ça de la délicate réflexion de Nicolas à propos de la prochaine nomination du grand progressiste Brice Hortefeux au ministère du Travail: «En plaçant mon meilleur ami à ce poste, c'est un signe pour les syndicats». Le Président prévient: la paix sociale est pour demain!

... et réjouit que la fille de Maurice Audin, mort sous la torture des parachutistes en 1957 à Alger, ait refusé la légion d'honneur que Sarkozy souhaitait lui remettre. Sarkozy n'ayant jamais répondu à une lettre demandant «de contribuer à faire la vérité sur la disparition d'Audin», Michèle estime que la légion d'honneur est «incompatible avec cette non-réponse». Pourquoi être si susceptible pour un détail de l'histoire?

... et réjouit de la condamnation de la commune de Charrite-de-bas par le tribunal administratif, cassant l'arrêté municipal interdisant l'utilisation d'une route aux camions de déchets Bil ta garbi. Les ordures de la communauté de Soule devaient donc aller se faire enterrer à St-Pée-sur-nivelle, coût: 25.000 euros mensuels. Contre l'enfouissement Charrite parle haut, mais fait désormais profil bas...

... et réjouit qu'à la suite du «niet» à la LGV des communes Nive-Adour, la Communauté des communes Sud-Pays Basque refuse à l'unanimité de signer le protocole de financement tant qu'elle ne connaîtra pas le tracé de la ligne traversant son territoire. On comprend pourquoi ils sont contre... les trains roulent à gauche!

... et réjouit du succès du chocolat conçu à Bayonne par une japonaise qui a su y inclure les saveurs de son pays alors que dans le même temps le chocolat basque au piment d'Espelette fait un malheur à Tokyo. Quand Euskal Herria se rapproche de l'Empire du Soleil levant, ça fond dans la bouche...

**T**OUT d'abord, qu'il me soit permis de souhaiter une bonne année à toutes celles et tous ceux qui liront ces lignes (allez, dans un accès de philanthropie, je le souhaite aussi à celles et ceux qui ne les liront pas, mais ils ne savent pas ce qu'ils loupent).



Les mondanités d'usage étant achevées, voici pourquoi je vous dérange aujourd'hui. Peut-être avez-vous lu le dernier numéro de *Pays Basque Magazine*, celui de janvier-mars, et notamment les trois questions posées à Rozenn Milin, animatrice de la Fondation Chirac.

#### Fondation Chirac et langues en péril

La Fondation Chirac a été créée il y a plusieurs mois pour «agir au service de la paix», en intervenant en particulier autour de l'accès à l'eau, aux médicaments et à la lutte contre la déforestation. De très jolis principes, et peut-être de très louables actions. Je ne connais rien de leurs réalités, et je me garderai donc bien de les juger. Par contre quelque chose m'interpelle dans l'interview de Rozenn Milin, c'est son propos concernant le programme Sorosoro de la Fondation. Ce programme est destiné à assurer la survie des langues du monde, car elles sont considérées comme l'un des fondements essentiels du développement, et donc de la paix. Et Mme Milin de déclarer: «Qui dit culture dit respect de la diversité culturelle, car respecter l'autre, respecter sa culture, et donc sa langue, c'est éviter des conflits potentiels». Elle poursuit en déclarant que les gens qui voient dans le plurilinguisme un risque de «balkanisation» oublient que des conflits ont éclaté dans des pays de langue unique comme le Rwanda, tandis que d'autres multilingues vivent en paix comme le Vanuatu. L'argument est un peu léger car tout ne tourne pas dans le monde autour du seul élément linguistique, mais soit, il est clair qu'elle a raison sur les vertus du plurilinguisme.

#### Peio Etcheverry-Ainchart

Un peu plus loin, cette Bretonne apparemment bretonnante fait une curieuse distinction entre les langues menacées de mort (par exemple le basque et le breton) et celles menacées de disparition car elles ne sont pas «documentées». Selon elle, les premières peuvent être «ressuscitées» car on a à leur sujet «toutes sortes d'ouvrages», à l'instar du latin. Argument bizarre: on dirait qu'une langue est comme un gène qu'on aurait congelé et qu'il suffirait de ramener à la vie...

#### L'euskara à sauver

Et puis elle finit sur une question plus directement liée à l'euskara, affirmant que la phase suivante de leur action est «la revitalisation des langues, liée à des décisions politiques et à la volonté des peuples de faire perdurer leurs propres langues». Elle déclare alors que la condition de cette survie sera la volonté des Basques eux-mêmes de faire vivre leur langue, en faisant l'effort de l'apprendre et de la parler. En regardant sur le site de la Fondation, ces propos sont confirmés par l'ancien président de la République française lui-même, qui se pose comme un «ardent défenseur de la diversité culturelle», qui agit au service d'une paix «sapée par l'écrasement des cultures singulières». Le site donne alors toute une série d'informations très documentées sur les langues du monde, leur situation, les dangers de leur perte. On y lit ceci: «La reconnaissance de l'autre avec ses différences permet d'éviter les conflits, alors que le non-respect de la culture de l'autre et la tentative d'imposition de cultures dominantes attise le ressentiment, parfois la haine, et peut finir par engendrer la violence, le conflit et la guerre». Très pertinent. Une autre fenêtre présente le tableau chiffré des langues du monde par

zones, et les projections d'ici 2100. Pour l'Europe, on passerait à moins de 100 langues parlées.

#### Mieux vaut tard que jamais?

Alors évidemment, face à de tels propos, n'importe qui se dirait qu'un tel homme est une bénédiction pour nos langues. Sauf que la beauté des propos tenus par le biais de la Fondation contraste avec la réalité de l'action passée de l'acteur politique. Faut-il rappeler que c'est durant le gouvernement Chirac de cohabitation que le grand coup d'arrêt est donné aux négociations vers une intégration de Seaska, le mur prenant le visage d'une certaine Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation? Rappeler que la reconnaissance de cette même filière ne surviendra que parce que le ministre Bayrou (il faut le lui reconnaître) aura su l'imposer à une majorité RPR farouchement hostile? Souligner que tous les blocages de la normalisation linguistique sont dus depuis 15 ans au vote de l'amendement à l'article 2 de la Constitution française, proposé par les très chiraquiens Toubon et Lamassoure? Souligner aussi que Chirac s'opposa toujours fermement à la signature par la France de la Charte européenne des langues minoritaires? Aujourd'hui encore, la droite française maintient son cap. Et rien n'est plus agaçant qu'entendre un maire tel que celui de Saint-Jean-de-Luz louer son amour pour l'euskara et achever ses vœux de bonne année par un vibrant «urte berri on», alors qu'il refuse toute place à cette langue dans la vie de la municipalité. Mieux vaut encore une franche hostilité que ce consensus mou qui sauvegarde les apparences. Quant à Chirac, effectue-t-il son chemin de Damas ou jette-t-il sur nous, comme sur les «peuples premiers» chers à son cœur, ce regard paternaliste d'anthropologue amateur? J'ai bien peur de connaître la réponse, et elle n'est pas loin de me gâcher mon début d'année. Mais bon, au moins grâce à cette fondation, on a appris qu'on allait peut-être mourir, mais pas disparaître. C'est rassurant.

**ABONNEZ-VOUS**



# Izarbel, fleuron technologique

*Elu abertzale de Biarritz, Michel Poueyts a été désigné par la CABAB pour présider la technopole Izarbel. Il coordonne le fonctionnement de ce site stratégique avec notre ami Jean-Roch Guiresse*

**L**A technopole Izarbel est née à l'initiative du district BAB, devenu CABAB. Sur un site remarquable par sa situation, (sur le territoire de Bidart, proche de l'aéroport, de la gare et de l'échangeur routier de Biarritz), elle occupe près de dix hectares où sont implantées des entreprises spécialisées dans les domaines de la mécanique / robotique; électronique / informatique; télécommunications et plus récemment les activités de sport / loisirs / bien-être.

Elles bénéficient de tous les services nécessaires à une bonne implantation et particulièrement des services d'accompagnement à la création d'entreprises et au développement d'activités nouvelles (Incubateur, pépinières d'entreprises, Centre européen d'Entreprise et d'Innovation.)

La technopole offre ainsi un soutien logistique à des sociétés matures à caractère technologique, à des entreprises en développement et à des porteurs de projets par le biais de l'incubateur ESTIA-Entreprendre, des pépinières du pavillon Izarbel et de l'ESTIA, de l'hôtel d'entreprises gérés par la CCI, de trois bâtiments gérés par Cré@ Cité et de terrains disponibles pour l'implantation d'entreprises.

A l'heure actuelle, Izarbel est le rendez-vous quotidien de plus d'un millier de personnes où l'on retrouve des centaines de salariés sur les 80 entreprises de la technopole, mais aussi des chercheurs dans les laboratoires du Lipsi, du Graphos, d'Iframer, des enseignants de l'ESTIA, des créateurs d'entreprises et plus de cinq cents étudiants à l'école d'ingénieurs de l'ESTIA.

C'est un véritable lieu de vie, avec ses services: une crèche d'entreprise, un restaurant, une association d'usagers, des plateformes numériques, une structure étudiante...

C'est un lieu qui va également se développer avec de nouvelles surfaces (trois hectares et demi mis à disposition des entreprises existantes et de celles qui viendront sur site); sans parler des perspectives d'extension, entre autres de l'ESTIA...

## Le Président d'Izarbel Michel Poueyts

**ENBATA:** *La Technopole est au centre de plusieurs zones d'activités de la CABAB, que peut-on imaginer comme interactions?*

**Michel Poueyts:** Il y a un réseau local, piloté par la Communauté d'Agglomération, qui s'organise autour des zones de Technocité, Landes de Juzan, Montaury et Izarbel. Des synergies se mettent en place avec les spécificités propres à chaque site comme l'aéronautique pour Technocité ou les nouvelles technologies pour Izarbel. Avec d'autres partenaires comme le Conseil général, nous essayons d'organiser un réseau sur la Pays Basque et le sud de l'Aquitaine également. Il y a une volonté d'harmoniser les différentes zones d'activités et de dynamiser certaines zones comme les pépinières du Pays Basque intérieur, sans oublier les liens avec le sud, puisque prochainement, nous proposerons l'adhésion de la technopole au réseau des parcs technologiques du Pays Basque.

D'une manière générale, il y a besoin, à mon sens, de rassembler les forces pour optimiser la technologie, l'innovation, le service aux entre-

prises et à leur création au profit du développement de l'emploi en Pays Basque, qui doit rester notre première préoccupation.

**Enb.: Signature d'une Convention avec la CCI.**

**M. P.:** Izarbel offre un accompagnement global et un soutien logistique personnalisé aux entreprises en développement et aux porteurs de projets grâce à la cohésion d'opérateurs (ESTIA-Entreprendre, CEEI, Antic...) et à une mutualisation de ressources en provenance de la CABAB, de Bidart, du Conseil Général ou de la CCI.

● Avec ESTIA-Entreprendre la CCI assume en partie, avec le CEEI, la mission d'appui à la création d'entreprises technologiques et joue le rôle d'opérateurs pour notre compte. Ce sont des partenaires pour l'animation de la technopole, pour la détection, l'évaluation et la mise en œuvre de projets innovants.

Il était nécessaire de formaliser cette action mutuelle pour une meilleure visibilité et visibilité vis-à-vis de nos partenaires, notamment financiers, de l'innovation et de création d'entreprises.

## Jean-Roch Guiresse en charge de l'école d'ingénieurs ESTIA

**ENBATA:** *Quelles sont les missions de l'Ecole d'ingénieurs, le nombre et l'origine des étudiants?*

**Jean-Roch Guiresse:** ESTIA veut dire: Ecole supérieure des technologies industrielles avancées.

Née de la volonté de la CCI Bayonne Pays Basque, l'ESTIA a été conçue pour être un ferment technologique ainsi qu'un acteur d'attractivité pour développer notre territoire, repérable

taine (8% du Pays Basque), 10% de l'étranger (ils représentent six à dix nationalités), les autres se répartissant entre les régions françaises.

Ils sont formés à la Conception (et l'éco-conception) de produits, à la robotique et au traitement de l'image, à l'organisation industrielle, à la logistique et au management, ainsi qu'à l'approche systémique de l'ingénierie. Ils maîtrisent la mécanique, l'électronique, l'informatique et les énergies,



dans l'Europe économique et technologique. Après une première incubation dès 1985 sous la dénomination d'Institut du logiciel et des systèmes, ESTIA est habilitée à délivrer le titre d'ingénieur en 1996 et installée sur la toute jeune technopole Izarbel, qu'elle s'applique à peupler et à animer, notamment en créant un incubateur, pour y accueillir et accompagner des créateurs d'activités nouvelles. Aujourd'hui, on appelle Campus ESTIA l'ensemble des activités de:

- Formation.
- Recherche: c'est Estia-Recherche.
- Accueil et accompagnement de créateurs d'entreprises, et animation de la technopole: c'est ESTIA-Entreprendre.
- Appui à l'innovation dans les PME: c'est ESTIA-Innovation.

L'ESTIA a rejoint le cercle restreint de la Conférence des Grandes écoles qui regroupe les principales écoles de management et d'ingénieurs en France.

Il y a environ 520 élèves à l'ESTIA. 400 dans le cycle ingénieurs (130 à 140 diplômés par an), 100 dans les Masters spécialisés, et une vingtaine de doctorants.

25% de ces étudiants viennent d'Aqui-

ainsi que les méthodes de modélisation et de calcul.

Ils sont professionnellement trilingues (français, anglais, espagnol) et donc capables de travailler dans ces trois langues sur le marché international, ce qui est très apprécié (en 2008, ils ont effectué leurs stages et missions de fin d'études dans 26 pays).

Les élèves ingénieurs viennent à 80% des classes préparatoires (math-spé) et à 20% d'IUT Génie Méca, GEII, Mesures Physiques; ils passent des concours nationaux et passent trois ans avec nous.

Les élèves des Masters passent une année avec nous, la plupart du temps en formation continue et à temps partiel; l'organisation adoptée leur permet de conserver leurs responsabilités professionnelles en entreprises (de Hendaye à Bordeaux et Toulouse). 2009 verra la 13<sup>e</sup> rentrée du cycle ingénieurs, et la sortie de la 10<sup>e</sup> promo d'ingénieurs diplômés.

Depuis 2005, ESTIA est rattachée par décret à deux universités: l'UPPA et Bordeaux-1, tout en restant Etablissement consulaire, c'est-à-dire dépendant juridiquement de la CCI.

Pour sa pédagogie, ESTIA s'est étroitement associée depuis l'origine à

Zesar Martinez, UPV/EHUko Parte Hartuz lantaldeko kidea

## Zer egin... eta nola egin!

Parte Hartuz-ek, talde lanetan ahal bezain bat eragile ezberdinek, molde eraginkorren parte hartzeko, "Edukazio Popularreko teknikak" erabiltzen ditu.



Parte Hartuz a été sollicité par les jeunes de Gernika qui voulaient avoir des conseils sur les différentes façons de faire en sorte que les habitants de Gernika se sentent impliqués dans le projet monté par le Gaztetxe en réponse à un appel d'offre de la municipalité.

Lors de sa dernière interview dans *Alda!*, Zesar Martinez nous expliquait que la mobilisation populaire, ouverte et plurielle, cherchant à répondre aux attentes de la population était un outil important pour travailler la notion de légitimité.

Voici maintenant la présentation de Parte Hartuz, groupe de travail avec lequel collabore Zesar Martinez et qui a eu l'occasion de mener des projets pilotes dans le domaine de la démocratie participative.

### Zer da Parte Hartuz ?

"Unibertsitate publikoko lantalde bat da. Haren helburu nagusia Demokrazia Parte Hartzailerako esperientziak aztertzea eta sakontzea da, arlo hortako lan dinamikak

errestuz eta indartuz. Unibertsitate publikoa denez, Parte Hartuz-ek bere lana zerbitzu publiko bezala ulertzen du. Eskerak eragile sozial, tekniko eta politikoen partez lortzen ditugu. Ondorioz gure lana partaidetzarako proiektuak laguntzea izaiten da."

*"Parte hartuz, fait partie du service public. Pour cela il oeuvre dans le but de partager le pouvoir concentré au niveau des élites."*

### Zein dira Parte Hartuz-en lan ildo nagusiak?

"**Lehena formakuntza.** "Partaidetza eta Garapen Komunitarioa"ri buruz Master bat

badugu, mundu mailako eta gure inguruko esperientzia parte hartzaileei buruz. Dimensio teoriko eta filosofikoaz gain, alde praktikoa ikusten dugu testu inguru bakoitzaren berezitasunei arreta emanez...

**Bigarrena, ikerketa unibertsitarioa** (oinarriko ikerketa, unibertsitateak finantzatua). Demokrazia, boterea, herritarren partaidetza ikertzen ditugu 3 azpi taldetan (1/ emakumeen partaidetza, generoa, 2/ ingurumena eta partaidetza, 3/ kultura politikoa (haren bila-kaera) eta partaidetza).

**Hirugarrena, ikerketa aplikatua** non metodologikoki partaidetzarako prozesuak dinamizatzen ditugu.

2 adibide adierazgarri zehazten ahal ditugu horren aurkezteko.



Zesar Martinez

✓ **Gernika herrian** : Gazte Mugimenduak okupatu zuen Astra lantegia Gaztetxea antolatuz eta bertan dinamika sozial eta kulturala eraiki. Udaletxeak

eraikina erosi ondoren erabaki zuen proiektuen lehiaketa egitea jakiteko zer egin lantegierekin. Gazteek beren proiektua egin zuten. Gernikarrena izan zadin, deitu gintuzten jakiteko nola egin proiektu bat non denak inplikatuak senditzen ziren. Parte Hartuz-ek elkarlana eraman du gazteekin bilera jendetsuen kudeaketa lagunduz metodologikoki. Bilkurak talde ttipika antolatuz eta talde haundian sintesiak egiteko talde ttipietako ekarpenak orma paneletan ezarri, etab. Azkenik, Astra proiektua landua eta aurkeztua izan da 90 bat pertsonako lagin anitzaren (adin eta kolektiboen ikuspuntutik) parte hartzea lagun.

**Boterea ber banatu!**

Parte Hartuz zerbitzu publikoaren parte denez botere guttien dutenen laguntzaile da! Boterea ber banatu nahi du: eliteetan (burokrata eta teknikoetan, politiko eta ekonomikoan) konzentratua dena partekatuz...

Prozesu parte hartzailea (edozoin izan dadin bere izena: *plan estrategikoa, auzolana, aurrekontu parte hartzailea, "garapen kontseilua", etab.*) tresna bat da botere deskonzentrazioa eta ber-banatzeari lortzeko. Eragile aniztasuna sustatzen du prozesu erabakitzailerentzat. Ez da mugatzen eragile tekniko eta politikoa.

✓ **Arrigorriaga herrian**: Herri hortan bada auzo bat, la Peña Abusu, Bilbotik hurbilago dena Arrigorriagatik baino... Auzo "*administratiboa*", baztertua, periferikoa, duela gutti hamarkada etorritako langile etorkinetaz osatua dena da. Parte Hartuz-ek proiektu bat aurkeztu du Herriko Etxeari auzoaren eta Udaletxearen arteko harremanak "*desenkitatzeko*". Parte Hartuz-ek etorkizuneko plan bat definitzeko modu adostu bat aurkeztu. Ondorioz ia urte bateko elkarlana

martxan ezarri da (tekniko, politiko, arlo sozialeko eragile, etab.ekin).

**3 etapa jarraitu**

Lehen etapan helburuak eta kezak argitu dira. Bigarrenetan diagnostia elkarte guziekin egin da auzoa zertan den ikusteko eta nola konpondu beharko diren arazoak eta kezak ikusteko, etab. Hortako eragileen artean konfidantza giroa sortu behar da. Azkenik, planifikazioa sortzeko lan taldeak egin behar dira. Lan dinamika horrek interbentzioak eta plangintza molde adostuan abiaraztea du helburu... beti beheretik gora.

**Aniztasuna lehenetsi**

Adibide honek eragileen dibertsitatea galdatzen du: politikoak eta kultur, euskara, emakume, hirigintza arloetako teknikariak. Elkarte ezberdin (emazte, kirol, etab.) eta auzo elkarten aniztasuna ere ona da lan dinamika ezberdinak sustatzeko.

**Hizkuntza berri bat!**

Hainbat gauza atzean utzi behar dira konfiantza giro bat sortzeko eta denak aurrera begira egoiteko! Dinamika enkistatuan inor ez bada pozik ere... era berean, gogorra da hortarik aterratzea! Bitartekaritza lanarekin aurrera begira goaz. Zer komeni zaigun denen artean erabakitzen dugu zerotik hasiz dinamika berri batekin!"

**Zein dira beraz talde dinamiken indartzeko erakargarriak diren egiteko moldeak?**

"*Produktua*", plangintza berria eta adostua bada, garrantzitsuagoa da "*prozesua*". Hortarako, eragile ezberdinen arteko harremanak indartzeko eredu berriak sortu behar dira inertzien aldaketan laguntza ekarri!

**Erabaki multi-lateralak sustatu**

Ezadostasunak eta gatazkak direlarik negoziatzen behar da. Hitz egin behar da akordioak lortu arte... Hots, gatazkak direlarik ezin da alde bakarreko erabakirik hartu! Lehenetsuna ez da zer erabaki den baina denek erabaki duten, edo erabaki multi-lateralak izatea. Dialogo eta akordio zabalenei eman behar zaie lehenetsuna!

**Eragile ezberdinak hurbildu**

Harremanak hurbildu behar dira eragile ezberdinen artean. Hortako erritmo eta estilo

guziak bateratu behar dira elkar ulertzea sustatuz... Gehienetan Parte Hartuz-ek lana egin du eragile bakoitzarekin modu separatuan. Bakarkako lana bukatu eta hasi gira nahasten eta elkarlana bizi arazten, eragile ezberdinak bateratuz eta mugak gaintuz... Horrela, prozesuaren bitartez estereotipoak gaintu: lan egiteko molde bereziak erabiliz, eragile gehienak konturatzen dira beste eragileekin elkarlanak aterabide asko ekartzen ahal dituela.

**Edukazio popularraren teknikak erabili...**

Parte Hartuz-ek Hego Amerikako Edukazio Popularraren erabiliak diren teknikak erabili ditu. Momentu ludiko eta informalak sortuz, gogoeta, ekarpen eta norberaren aportazioa bisualizatzen teknikak erabiliz, etab.

Ondorioz, bilkuretara etortzen diren guziak gustora senditu dira. "*Entzuna gira*", "*Kontutan hartzen dute gure bizipena*" sentizera oso garrantzitsua da. Bilerak batera etortzeak bizipen berri bat bezala senditu behar da, afektibitateak laguntzen du eta. Hortarako, jokoekin hasten ahal dira bilerak eta bukatu musika eta jakiekin... plano informalean alde onak lortzeko.

Bestalde, marrazki, panela eta aportazio guziak aurkeztea garrantzitsua da. Bilkura bateko iritzia konduan hartua dela datozen bilkuretan argi izan behar da. Harremanak eta harreman-tzeko eredu berriak sortzeko detaile guzi hauek inportanteak dira: sinergia, elkarlana, ados ibiltzeko baldintzak errextu, etab.

**Betiko errezetetatik at egonez!**

Aktibismo sozial eta politikoa, azken hamarkadetan burukoa, arrazionala eta hotza bakarrik kontsideratuak izan dira. Baina ez da hori bakarrik. Afektibitate, sentimena eta harremanak zaindu behar dira, erdigunean ezarri behar ere. Lan dinamika pentsatu behar dira ikuspegi honetatik: zer egingen dugu denak inplikatuak, gustora senditzeko? Nola ideki gure mundua besteari?!

**"Nola egin"-i "Zer egin"-i bezainbat arreta eman behar zaio!**

Estilo eta metodologia idekiak, flexibleak eta parte hartzaileak direlarik gure jarrera eta giroa idekitzen dira! Hortarako talde ttipitan lanak egin ondoren, gogoetak gero talde haundian aurkeztea, horren ondorioak agerraraztea (panela, afitxen bidez, etab.) metodo ona da. Ez dugu ahaztu behar bilkuren helburuetarik bat haien bukaeran indarturik ateratzea dela parte hartzeaz... eta ez indargabetuak amaitzea!

Azkenik, ez da lotsatu behar zerbait lortzen ez delarik imajinatzea beste molde bat! Publikoa ez badator, jendearen gana joatea molde ona da saioak kalean egingez, antzerki saioak antolatuz, ikastetxeetan sartzeko bideak hartuz, etab."



[www.parteheartuz.org](http://www.parteheartuz.org)



"Division en petits groupes de travail, affichage des résultats des réflexions sur les murs, etc sont les techniques utilisées grâce à l'intervention de Parte Hartuz."

## Ikusten duzu Ainizan (Doinua: Ikusten duzu goizean)

### Kalakari

Ikusten duzu Ainizan  
Eraikin ederra plazan  
Bizirik jarraiki dezan!  
Euskal herriko laborariek  
Geroa dezaten izan  
Lurraren adixkidantzan  
Bizi dadin laborantza  
Hauxe dugu esperantza.

Untsa ikusten da Pauen  
Noren zerbitzuko diren,  
Nola duten lan egiten!  
Kutsadura eta jateko txarra  
Lotsa gabe barreiatzen  
Natura dute usteltzen  
Janaria pozoinatzen  
Industria zerbitzatzen.

Ikusten duzu Prefetak  
Euskara ikasi eta  
Zinez baduela kopeta!  
Arrazoi ilun, helburu argi  
Egin ditu gogoetak  
Laborarien pentsaketak  
Euskaldunen gogoetak  
Ez ditzake errespeta  
Nahiago du suntsiketa.

□

PIERRE RUSCASSIE

# Leur crise financière

## ... et notre contrôle démocratique (1/2)



### Conséquence de décisions politiques

La crise financière qui débouche sur une crise économique et une crise sociale ne résulte pas de mécanismes automatiques ni de comportements immoraux de quelques traders. Elle est la conséquence de décisions politiques prises par les maîtres de la finance à l'échelle mondiale et de leur exécution par les dirigeants politiques des Etats les plus puissants : USA, Europe, Japon. Sans l'approbation de ceux-ci, les désirs des grands spéculateurs seraient restés des vœux pieux.

### Part des revenus salariaux Vs part des revenus financiers

Baisser massivement la part des revenus salariaux pour augmenter d'autant la part des revenus financiers, dans le partage, entre salaires et profits, de la valeur ajoutée chaque année par le travail : tel était le but des capitalistes qui dominent les échanges mondiaux. Tel est le résultat obtenu par 25 années de néolibéralisme : dans les Etats les plus riches, la part des salaires a perdu 10 points transférés à la part des profits.

En France, de 1983 (plan Delors) à 2008, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 71% à 62%. Pour une valeur ajoutée de 1 650 milliards d'euros la perte subie par les salaires est de 150 milliards d'euros en 2007. Soit 4 000 euros perdus chaque année par salarié (par 91% des adultes), mais pas perdus pour tout le monde, empochés par 2% de la population adulte (un supplément de 150 000 euros que chaque rentier peut, en moyenne, ajouter à ses revenus de l'année). Tout le monde ne vit pas dans la misère !

### Baisse des salaires directs et indirects

Quels instruments les néolibéraux ont-ils pu utiliser pour réaliser une telle baisse des salaires directs (nets) et indirects (cotisations sociales) ? Deux instruments que les dirigeants de la gauche ont accepté, alors qu'ils auraient dû les refuser : une politique de croissance du chômage par suppression systématique des protections obtenues par les salariés dans le code du travail et une politique de libéralisation complète de la circulation des capitaux financiers démantelant la souveraineté monétaire des Etats.

### Trois cliquets avaient été et ont été supprimés :

1- Le système de parités fixes pour les monnaies, instauré à Bretton Woods en 1944 : en 1971, les devises devenaient des marchandises dont les prix étaient libérés de tout contrôle démocratique.

2- L'indexation des salaires sur les prix, instaurée à la Libération : à partir de 1983, les augmentations de prix n'étaient plus partagées entre salaires et profits mais bénéficiaient seulement aux profits.

3- Le contrôle administratif sur les licenciements, instauré en 1974 : depuis 1986, l'inspection du travail n'a plus les moyens de s'opposer aux licenciements boursiers et les plans de licenciements s'appellent des "plans sociaux".

### 1983, date du Munich social français

La fin de la convertibilité du dollar en or a été prise par Nixon en 1971 : il s'agissait de la rupture unilatérale d'un accord : en l'absence d'une monnaie mondiale gérée par l'ONU, le maître du dollar était celui du système monétaire international et les autres pays n'avaient pas de marges de manœuvre. Mais pourquoi les premiers gouvernements de la gauche en France ont-ils accepté, en 1983, de supprimer l'indexation des salaires sur les prix et n'ont-ils pas rétabli, à partir de 1988, le contrôle administratif sur les licenciements ? Parce que c'était déclarer la guerre au grand patronat : 1983 est la date du Munich social français.

### 4 000 milliards d'euros et de dollars

Dix ans après la première victoire du néolibéralisme au Chili, le dernier pôle de résistance, à l'échelle mondiale, venait de céder. 25 ans après, nous en voyons le résultat : les néolibéraux tentent de nous faire payer leur crise financière. Soudainement, ils trouvent 4 000 milliards d'euros et de dollars pour rembourser aux actionnaires des banques le "manque à gagner" qu'ils subissent pour être entrés en possession d'actifs pourris qui empêchent les banques de se rembourser les crédits qu'ils ont accordés et de verser les dividendes attendus. (...à suivre...)

□

# Collège solidaire

**L'art de permettre à tous les membres d'une association qui le souhaitent de partager la responsabilité normalement portée par le bureau et le président.**

## Qu'est-ce qu'un Collège solidaire ?

Extrait des statuts d'une association hébergeant des sites internet :

"L'Assemblée Générale délègue à un Collège solidaire, ouvert à tous les membres volontaires, l'administration de l'association et la responsabilité de représenter l'association dans les actes de la vie civile."

"Le Collège solidaire est l'organe qui représente légalement l'association en justice. En cas de poursuites judiciaires, les Membres du Collège solidaire en place au moment des faits prendront collectivement et solidairement leurs responsabilités devant les tribunaux compétents."

## Ce que n'est pas un Collège solidaire

Un organe de pouvoir au sein de l'association. Sa capacité de décision est strictement limitée par les statuts : "Le Collège solidaire est autorisé à prendre des décisions de portée limitée présentant un caractère d'urgence dès lors qu'il en informe immédiatement l'Assemblée, et sans que ces actions puissent

avoir une incidence sur le fonctionnement de l'association, l'Assemblée ayant toujours la possibilité d'invalider la décision prise par le Collège solidaire."

## Pourquoi un Collège Solidaire ouvert à tous les volontaires et non un bureau classique élu ?

✓ parce que l'activité de l'association hébergeant des sites peut facilement aboutir à la mise en cause de sa responsabilité dans sa dimension d'hébergeur ;

✓ parce que cette association a choisi, par un vote de l'Assemblée Générale, de s'engager dans la voie de la résistance à la généralisation du contrôle des réseaux, et en particulier à l'extension de l'obligation de conservation des données par les hébergeurs (cf Loi sur la Sécurité Quotidienne) ;

✓ parce qu'une structure associative traditionnelle fait porter l'essentiel de la responsabilité sur un très petit nombre de personnes (bureau, président) et qu'il a paru souhaitable dans le cadre d'une association autogérée de permettre à tous les membres qui le souhaitent de partager cette responsabilité.

## Ce que vous devez absolument savoir avant d'adhérer au Collège solidaire

✓ Les membres du Collège solidaire doivent être déclarés à la Préfecture concernée, à qui la loi exige que soient fournies un certain nombre d'informations (nom, prénom, date de naissance, nationalité, adresse et profession). Ces informations ne seront communiquées qu'à la Préfecture ; par contre vous devez savoir qu'elles seront consultables par quiconque en ferait la demande à la Préfecture.

✓ Les membres du Collège solidaire représentent l'association dans les actes de la vie civile, et en particulier face à la justice. Les "personnes mineures" ne peuvent donc en aucune façon adhérer au Collège solidaire.

✓ Prenez quand même le temps de mettre en balance votre volonté d'engagement dans le collège solidaire au nom d'un juste principe autogestionnaire, et le risque que vous prendrez éventuellement au regard de votre vie professionnelle ou personnelle.



# L'Agenda de la Fondation

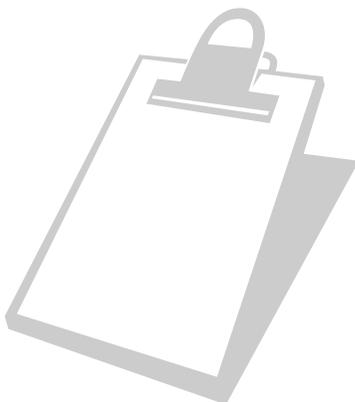
## LES PUBLICATIONS DE LA FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ

La Fondation Manu Robles-Arangiz a publié son 34<sup>e</sup> Gai Monografikoa sur "Euskal Herriko Laborantza Ganbara".

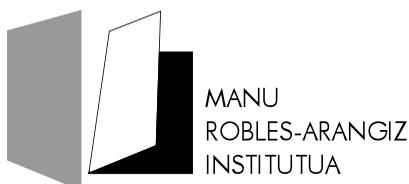
De nombreux articles de Michel Berhocoirgoïn à Maryse Cachenaute, en passant par Paul Nicholson et Ainhoa Iturbe permettront au lecteur de trouver dans ce recueil des détails sur l'historique d'EHLG, le modèle agricole qu'il défend et la confrontation démocratique qu'il représente.

Le Gai Monografikoa est disponible gratuitement au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (20, rue des Cordeliers à Bayonne).

Vous pouvez aussi le télécharger sur le blog d'Alda! en cliquant sur l'image disponible en haut à droite de la page d'accueil : [mrafundazioa-alda.org](http://mrafundazioa-alda.org).



Alda!ren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



# Logique du Pays Basque

*Izarbel, fleuron d'innovation industrielle, de recherche et d'enseignement supérieur du Pays Basque. Guirese en charge de l'école d'ingénieurs ESTIA. Enbata leur donne la parole.*

l'université britannique de Cranfield et à l'École d'ingénieurs de Bilbao (devenue composante de l'Université du Pays Basque), et plus récemment aux universités de Salford-Manchester et de Wolverhampton, ainsi qu'à Mondragon Unibertsitatea.

## Enb.: Quel est le rôle opérationnel de ces partenaires?

**J-R. G.:** Leurs enseignants participent directement aux enseignements de l'ESTIA (pour partie en se déplaçant à Bidart et pour partie en déplaçant nos étudiants).

Le bénéfice pour l'élève ingénieur? Il devient réellement trilingue; il a appris par exemple en espagnol les probabilités et statistiques et la stratégie, il a appris en anglais le langage C++ et le calcul différentiel. En plus, il bénéficie d'un second diplôme: outre le titre d'ingénieur ESTIA, il obtient un Master of Science de l'un des partenaires britanniques ou bien le titre de Ingeniero Industrial de l'école de Bilbao.

Le partenariat avec Bordeaux et Pau permet également à l'ESTIA de proposer des diplômes nationaux de Master, notamment en formation continue: le Master EEA-SPIA (systèmes de production industriels automatisés) délivré par l'Université Bordeaux 1, le Master Ingénierie des Projets délivré par l'Université de Pau/Pays de l'Adour, le titre «Consultant en Logistique, Organisation et e-technologies» co-délivré par ESTIA, Université Montesquieu Bordeaux 4, et l'École d'Ingénieurs de Bilbao.

Ces partenaires amènent de l'expérience, une veille ouverte au monde, de la stimulation pour innover, qui relativisent bien des frilosités et des usages franco-français. L'École d'ingénieurs de Bilbao a formé en 115 ans d'existence des dizaines de milliers de capitaines de l'industrie, de la finance, de la politique publique. Les universités britanniques en sont en tête des classements en Grande Bretagne. Bordeaux-1 excelle en recherche sur les disciplines technologiques majeures de l'ESTIA: mécanique, robotique, micro-systèmes, TIC.

Je n'évoque ici que les partenariats structurels profonds. Il en est de nombreux autres, plus classiques, en Europe et en Amérique latine, pour la recherche et pour la mobilité des étudiants.

## Enb.: Qu'apporte l'ESTIA aux jeunes, aux entreprises et à l'économie du Pays Basque?

**J-R. G.:** Les observateurs citent l'ESTIA comme l'un des moteurs du déve-

loppement territorial, humain et économique.

Certes, l'activité de l'ESTIA n'a pas de limite territoriale et beaucoup de ses partenaires vivent hors du Pays Basque. L'impact du campus ESTIA sur l'économie et les entreprises du Pays Basque s'apprécie en emplois directs et indirects, en apport de «matière grise», en pépinière d'entreprises, en recherche et développement, en captage de ressources financières extérieures:

- Une soixantaine de salariés sur le campus lui-même (plus autant de vacataires à temps partiel), 25 doctorants et 500 élèves —logéant chez l'habitant, impliqués dans les activités sociales et sportives de la région— font de l'école elle-même une entreprise créatrice d'emplois qualifiés,

- En 2008, 200 mois de stage ingénieurs et 100 mois d'apprentis ingénieurs sont co-encadrés par les entreprises du Pays Basque, qui ont à ce jour embauché 120 diplômés de l'ESTIA.

- Depuis 1999, l'incubateur et la pé-

treprises.

- Définition et mise au point d'un système de mesure pour machine d'équilibrage automatisé.

- Réalisation et déploiement d'un logiciel pour l'ordonnancement d'ordres de fabrication.

- Rétrofit électrique d'une presse mécanique.

- Développement d'un interface voix sur IP pour des équipements de radio-communication aéronautique.

- Automatisation du traitement d'images satellites pour la caractérisation de phénomènes côtiers.

- Mise en place d'un management de l'innovation.

- Conception d'un système de supervision à distance pour une ferme d'éoliennes.

- Caractérisation des impacts processus lors d'une réorganisation.

- Dimensionnement d'un système de stockage d'énergie par volant d'inertie pour camion hybride.

- Simulateur universel de téléphones portables.

Les activités de Recherche portent à



Signature de la convention entre Izarbel et la CCI le 22 décembre 2008.  
De g. à dr.: assis, J-M. Berckmans (Président CCI), M. Poueyts (Président d'Izarbel).  
Debout, J. Grenet (Président de la CABAB), J. Jaccachoury (Maire de Bidart)

pinière d'entreprises innovantes d'ESTIA-Entreprendre ont suscité près de 600 emplois hautement qualifiés, dans 75 créations ou reprises entreprises, réparties de la côte à la Soule,

- Chaque année, plusieurs entreprises du Pays Basque signent un contrat de recherche avec l'ESTIA, et obtiennent des aides financières à ce titre, par exemple de la part de l'Union européenne.

La liste des missions de fin d'études, menées en entreprises par les étudiants sortants entre avril et septembre 2008, est pleine d'exemples très concrets. En voici quelques-unes. Certaines se sont déroulées dans des PME, d'autres dans des grandes en-

la fois sur les sciences de l'ingénieur et sur la gestion des compétences et de l'innovation. Elles traitent parfois de thèmes «*amont*», c'est-à-dire moins directement en contact avec les applications industrielles et sociétales (qui sont en «*aval*»). D'autres travaux de recherche «*finalisée*» associent des entreprises pour utiliser ces résultats pour mettre au point des produits ou bien des solutions «*industriellement utilisables*».

## Enb.: Quel est l'apport d'un incubateur pour fixer ici de la matière grise technologique et créer des emplois qualifiés? Constatez-vous des résultats?

**J-R. G.:** Les principales valeurs qui sous-tendent la stratégie de l'ESTIA sont l'ouverture à l'international et la vision européenne, la culture de l'innovation permanente, non seulement sur les produits et l'organisation interne mais aussi sur les formes de gouvernance et de financement, et bien entendu l'implication des partenaires (et des salariés) dans le projet d'établissement.

Une de nos missions prioritaires c'est de servir le développement du territoire, en nous mettant au service des initiatives qui génèrent de l'activité et de l'emploi. Donc au service des entreprises d'ici qui cherchent à créer de nouvelles activités, et au service des personnes qui souhaitent créer de nouvelles entreprises. L'incubateur les oriente, les héberge, leur propose de l'aide (accès aux plateformes techniques, stagiaires, conseil des enseignants-chercheurs, appel à des experts marketing, à des juristes) et les présente aux spécialistes du financement (Oseo, Herrikoa, Aquitaine-Amorçage, capitaux-risqueurs, ...).

Grâce à l'incubateur, les salariés et les étudiants de l'ESTIA sont tous sensibilisés à la création d'entreprise. Au-delà, l'incubateur attire à Izarbel et au Pays Basque des professionnels expérimentés venant d'autres régions qui viennent créer ici leur nouvelle entreprise.

ESTIA-Entreprendre affiche un bilan de 75 entreprises nouvelles qui ont créé 600 emplois, en 12 ans.

## Enb.: ESTIA permet-elle de fixer une matière grise technologique et entrepreneuriale, qui fait défaut à un Pays Basque moins orienté vers l'industrie, et dont les emplois sont souvent peu qualifiés?

**J-R. G.:** Nous avons déjà donné quelques exemples. Certes tous les élèves de l'ESTIA n'ont pas vocation à rester au Pays Basque, mais il y reste deux fois plus de diplômés qu'il n'en provient d'élèves. Les autres, qui repartent une fois diplômés prendre des responsabilités ailleurs, sont nombreux à y revenir confier des projets et des chantiers aux entreprises d'ici, de Mauléon à Bilbao et à Mondragon. Le réseau des anciens représente désormais 1.500 personnes, c'est-à-dire un formidable potentiel d'idées, de veille, d'énergie, et d'appui, que nous allons structurer.

Ce résultat correspond à la volonté de notre fondateur, la CCI de Bayonne, et à celle des collectivités territoriales CABAB, Conseil général et Conseil

(Suite page 10)



# Izarbel, fleuron technologique du Pays Basque

☞ (Suite de la page 9)

régional qui soutiennent notre financement avec la CCI —car il faut dire que malgré ses promesses officielles l'Etat nous apporte pour le moment moins de 5% de nos financements! Pour marquer encore plus fort l'attachement de l'ESTIA aux entreprises et au territoire, nous avons constitué il y a un an une Fondation d'Entreprises. Cette Fondation lève des fonds —apportant dès la 1<sup>re</sup> année plus qu'apporte l'Etat— et donne son avis sur les orientations stratégiques. Pour le moment, il y a 15 entreprises membres de cette Fondation: Turbomeca, Alema, Artzainak, Lauak, Sokoia, Technoflex, le Crédit Agricole, la Caisse d'Epargne et la Bami, les entreprises du BTP Etchart, Durruty, INEO, ETPM, Guyenne & Gascogne, Europcar-Sobala, ... J'espère que d'autres les rejoindront. La Fondation est ouverte à d'autres entreprises qui comptent sur la formation, la recherche et l'innovation pour maintenir un progrès social et une croissance économique au Pays Basque, et souhaitent pour cela un «pacte de confiance» entre l'enseignement et l'entreprise.

**Enb.:** *Quels sont vos liens avec les autres acteurs universitaires sur l'agglomération? Y a-t-il une logique commune qui se dessine pour un développement cohérent*



Jean-Roch Guiesse et Michel Poueyts à l'ESTIA

**de l'enseignement supérieur et de la recherche au Pays Basque?**

**J-R. G.:** L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation représentent

une activité économique par elles-mêmes «l'économie de la connaissance» et sont des facteurs essentiels pour le développement d'un territoire. La CCI en a une conscience claire. Les collectivités territoriales aussi, qui ont investi sur l'immobilier. L'Etat avance plutôt une politique de regroupement régional, sur la base des PRES, au motif d'améliorer leur visibilité internationale et leur attractivité;



Ecole supérieure des technologies industrielles avancées, ESTIA à Bidart

il se désengage sous l'apparence de développer l'autonomie des universités.

Le Pays Basque est très attractif, pour des étudiants de toute l'Europe, pour des enseignants et pour des chercheurs. Cette activité peut donc se développer sur un modèle de qualité. Il faut des développeurs! Il faut des structures juridiques et financières «de type PME» suffisamment flexibles et agiles, incitant ces développeurs à innover, à coopérer en réseaux, à contractualiser! Il faut une capacité publique d'incitation et d'évaluation!

Sur d'autres sites de l'agglomération, c'est-à-dire La Nive, St-Crouts, Montauray, il y a de nombreux acteurs universitaires entrepreneurs avec lesquels nous coopérons ponctuellement. Ils sont rat-

tachés à l'UPPA (IAE, IUT, ISA du BTP, UFR sciences d'Anglet), à Bordeaux-2 (Master Management du Sport),... La difficulté est que les universités sont des établissements indépendants (ce peut être un avantage), que leur forme de management est très centralisée (ce qui ne facilite pas l'innovation et les partenariats), et que, vu depuis leurs sièges, le Pays Basque est un «lointain protec-

torat», pas un lieu où développer des initiatives, où miser des moyens humains et financiers. Le Conseil de développement a organisé une étude prospective voilà près de 10 ans —sans suite— et plus récemment a fait la proposition d'une instance de concertation et de mutualisation, non constituée. ESTIA voudrait démontrer, sans prétention, que notre territoire peut se prendre en charge, prendre son avenir en main dans ce domaine aussi. Pour ce qui concerne la proximité et l'ancrage territorial il faut remarquer que Euskadi et Navarre comptent 100.000 étudiants, 5 universités, une vingtaine de centres techniques publics de recherche et R&D (réseaux IK4, Tecnalia,...)

**Enb.:** *Quelles sont les perspectives de développement propres à l'ESTIA?*

**J-R. G.:** D'ici cinq ans, ESTIA va porter à 200 le nombre d'ingénieurs diplômés par an, ce qui amènera à 800 environ le nombre de ses étudiants. Nous allons accorder une attention

spéciale à la Formation continue et aux possibilités ouvertes par la VAE (Validation des acquis de l'expérience). Nous allons j'espère valoriser encore mieux les résultats de la recherche, au service de l'économie. Avec Izarbel et la CABAB, nous sommes convenus d'élargir l'espace d'intervention de ESTIA-Entreprendre, avec incubateur et pépinière, pour animer d'autres zones d'activité technologique.

Je compte beaucoup sur l'appui de la CCI, dont hélas les marges d'initiatives sont menacées par certains plans de réforme (RGPP), et sur le soutien de la Fondation d'Entreprises. Nous allons également renforcer et si besoin modifier nos alliances institutionnelles, pour être dynamiques et visibles. ESTIA fera sans doute un pas de plus vers une «association». Avec qui? Aujourd'hui, les écoles d'ingénieurs de Bordeaux sont en train de fusionner au sein d'un Institut polytechnique de Bordeaux; l'ESTIA en deviendra-t-elle membre à l'avenir? Se rapprochera-t-elle plutôt du réseau des Ecoles des Mines, très intéressant lui aussi? De Mondragon Unibertsitatea?...

Dans le contexte présent, il n'est pas normal toutefois que l'Etat n'apporte pas plus de 5% des ressources de l'ESTIA. Il faut donc que l'Etat lui aussi prenne ses responsabilités. Sur toutes ces questions, ESTIA a besoin impérieusement que s'exprime haut et clair le soutien politique des élites et des élus du Pays Basque.

## Le financement de l'ESTIA

Le budget 2008 est de 7 M€ (formation, recherche, incubateur).

Le budget prévisionnel de fonctionnement, à l'horizon 2010, s'élève à 8 M€, répartis comme suit :

- Etudiants (droits d'inscription): 25%
- Entreprises (TA, contrats) et CCI : 40%
- Fondation: 6%
- Etat: 4%
- Union européenne, Conseil régional, CABAB, Conseil général: 25%.

[www.estia.fr](http://www.estia.fr)

## L'URSSAF à Anglet

**A**ssistons-nous à un retournement de la logique de concentration administrative sur la préfecture de Pau? On craignait que la règle «une caisse par département» ne dépouille, une fois encore, le Pays Basque de ses organismes sociaux en les fusionnant avec ceux du Béarn et en les localisant à Pau. Il est vrai que

les deux conseils d'administration y étaient opposés. Le n° 2055 du 27 novembre 2008 d'Enbata a pour cela largement donné la parole à la CFDT Pays Basque.

La décision finale a pris tout le monde à contre-pied. Par un arrêté du 29 décembre 2008, le ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et

de la Solidarité a créé, au 1<sup>er</sup> juin 2009, une seule URSSAF dans les Pyrénées-Atlantiques avec pour siège Anglet. Si nous nous réjouissons du maintien de cette structure en Pays Basque, au nom de l'équité et de la gestion de proximité qui nous guide, il est regrettable que le Béarn soit ainsi pénalisé bien que conservant une antenne. Il

semblerait que le conseil d'administration de l'URSSAF de Pau n'ait pas voté à l'unanimité pour son maintien, ce qui aurait permis une localisation au Pays Basque. Ceci est-il de bon augure pour la répartition future des autres organismes sociaux du département comme la Caisse d'allocations familiales actuellement sur la sellette?



## Aralar à Strasbourg

*Il présentera un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme contre le refus par l'Espagne d'accepter la mise en œuvre d'un référendum en Pays Basque*

**F**ORMATION politique abertzale de gauche opposée à la violence, Aralar qui dispose d'un élu au parlement de Gasteiz, a soutenu et voté en faveur de la loi de Juan José Ibarretxe qui prévoyait la mise en œuvre de deux référendums, assortis de négociations politiques permettant de régler la question basque sur le fond. On sait que cette démarche s'est heurtée à un refus catégorique du pouvoir judiciaire espagnol et n'a abouti qu'à une simple manifestation de protestation et à une belle photo.

Juan José Ibarretxe avait annoncé que dans ce cas de figure, il irait solennellement et avec les membres de son

gouvernement, devant la Cour européenne des droits de l'homme présenter un recours contre la décision judiciaire espagnole. Mais son propre



Mikel Zurbano et Aintzane Ezenarro d'Aralar

parti, le PNV, s'y est fermement opposé et a sifflé la fin de la partie. EA qui envisageait de mettre en œuvre des actions de résistance civile, est lui aussi rentré dans le rang. Toute cette affaire qui avait suscité tant d'espoirs s'est donc achevée fort piteusement et dans un climat de lâcheté généralisée.

Aralar sera donc le seul à relever le défi, au moins symboliquement. Il présentera son recours à Strasbourg au début du mois de février.

## Dérives politiques du pouvoir judiciaire

*Le Lehendakari Juan José Ibarretxe, les deux dirigeants socialistes Patxi Lopez et Rodolfo Ares et cinq dirigeants de Batasuna comparaissent devant le Tribunal supérieur de justice basque pour s'être rencontré et avoir négocié pendant la trêve, en 2006. Quatre jours plus tard le dossier est classé.*

**L**A justice espagnole a l'habitude de s'immiscer dans le débat politique, mais en général cela ne concerne que les indépendantistes basques. Le 8 janvier, les magistrats sont allés plus loin. Sollicité par deux groupuscules proches du PP —le Forum Ermua et le groupe Dignité et Justice— le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque a fait comparaître sur le banc des accusés le président du gouvernement autonome, deux dirigeants locaux du PSOE Patxi Lopez et Rodolfo Ares et cinq dirigeants de Batasuna, Arnaldo Otegi, Fernando Barrena, Rufi Etxeberria, Olatz Dañobeitia et Juan José Petrikorena, ces quatre derniers étant aujourd'hui incarcérés. Que reproche-t-on à nos huit délinquants. Le 19 avril 2006, le 6 juillet 2006 et le 21 janvier 2007, les uns et les autres ont rencontré dans le cadre des discussions politiques liées à la trêve déclarée par ETA, les représentants de la formation dissoute par la Cour suprême, Batasuna. Les cinq membres de Batasuna sont accusés du délit de désobéissance prévu à l'article 556 du code pénal. J. J. Ibarretxe et les

deux dirigeants socialistes comparaissent en tant que «collaborateurs nécessaires» à la matérialisation des faits, c'est-à-dire les trois rencontres.

Les avocats des socialistes et de Batasuna ont plaidé en faveur de l'irrecevabilité de la demande. La surprise est venue du côté de Juan José Ibarretxe qui a exigé un jugement sur le fond dans le but de «démontrer la légitimité du dialogue». Pour son avocat Mikel Casas, Juan José Ibarretxe n'a rien fait d'autre que ce que firent en leur temps et dans des contextes identiques, d'autres chefs de gouvernement, José Maria Aznar, Felipe Gonzalez ou José Luis Rodríguez Zapatero: négocier avec les parties en présence pour mettre fin à la violence.

A quelques mois des prochaines élections autonomiques, la justice et le



De g. à dr.: J. J. Ibarretxe et les PSOE Patxi Lopez et R. Ares

pouvoir espagnols ne pouvaient pas mieux démontrer leur stupide acharnement et faire des Basques les éternelles victimes de l'arbitraire et du plus fort. Quatre jours plus tard, le Tribunal supérieur de justice fait machine arrière en classant l'affaire. Ainsi s'achève, sur un «pet de lapin», trente-deux mois de procédure autour d'un dossier qui a empoisonné la vie politique basque. Les magistrats ont évité de justesse de se couvrir de ridicule. Mais les deux associations à l'origine du recours annoncent qu'elles font appel devant la Cour suprême.

## D3M : nouvelle formation indépendantiste

*La gauche abertzale proche de l'ex-Batasuna lance une plate-forme politique pour être présente aux prochaines élections autonomiques*

**D**EMOKRAZIA 3.000.000 (D3M), tel est le nom du nouveau parti que la gauche abertzale a présenté le 10 janvier à Bilbao. 3.000.000 correspond au nombre total d'habitants sur l'ensemble des sept provinces. D3M lance une vaste campagne de signatures (1% du corps électoral doit souscrire, soit 17.700 personnes dans la Communauté autonome), pour être candidat au scrutin du 1<sup>er</sup> mars. Plusieurs dirigeants connus de Batasuna, d'ANV ou d'Euskal Herriarrok figurent en son sein. Ils ne font pas mystère de leurs liens avec la gauche abertzale traditionnelle dont le pouvoir espagnol a interdit à plusieurs reprises les expressions politiques. «Nous voulons rassembler des forces et promouvoir un espace indépendantiste et progressiste en tant qu'acteur déterminant du changement politique et social en Euskal Herria», indiquent ses promoteurs dans leur manifeste de présentation. La question est de savoir si D3M parviendra au bout de sa démarche, son point de vue sur la pratique de la lutte armée ne faisant guère de doutes. Le procureur général de l'Etat a annoncé dès le 9 janvier qu'il demandait à la police espagnole enquêtes et rapport circonstancié sur les liens entre D3M et les précédentes formations basques dissoutes. José Luis Rodríguez Zapatero confirmait peu après la légitimité de la démarche et la droite espagnole, par la voix du président du PP Mariano Rajoy, indique que l'attitude de l'exécutif socialiste sera le «thermomètre» révélateur de sa «politique antiterroriste».

Selon le calendrier électoral, D3M devra révéler les noms de ses candidats entre le 21 et le 26 janvier, les candidatures étant officiellement publiées le 3 février. En quelques heures, les tribunaux espagnols acceptèrent ou interdirent une nouvelle fois la présence d'un parti politique basque, sur la base de ses déclarations ou plutôt de l'absence d'un élément essentiel aux yeux des juges, la condamnation politique d'ETA. La décision sera déterminante pour le résultat final du scrutin et l'évolution de la situation politique durant les prochaines années.

## PRESO

■ **Syndicats et attentats.** Faisant référence expresse à l'attentat d'ETA contre le chef d'entreprise Inaxio Uribe mais aussi à des actions moindres et anonymes comme celle contre une agence immobilière à Anglet, les syndicats des Pyrénées-Atlantiques ont condamné «sans ambages les assassinats et attentats terroristes de ces derniers jours en Espagne et en France». CFTD, CGT, FO, CGC, FSU et UNSA ont signé, le 9 janvier à Pau, ce communiqué commun.

Le syndicat abertzale LAB n'avait pas été convié.

■ **Extraditions.** Alors qu'il se rendait à son travail, le réfugié Xabier Irastorza a été arrêté le 8 janvier à Ciboure. Incarcéré à Seysses-Muret, il devait répondre le 12 devant la Cour d'appel de Pau d'un Mandat d'arrêt européen espagnol réclamant son extradition. Le même jour, le preso donostiar Mikel Uzquidun, arrivé en fin de peine, était re-

mis à Madrid à la justice espagnole.

■ **Visites à risques.** Des proches du preso Joseba Sengotita Bengoa, incarcéré à Soria ont été victimes le 27 décembre d'un accident dû au verglas sur la route.

Et le 2 janvier, des parents de Harkaitz Landaberea et Julen Etxaniz, arrêtés le 16 décembre, torturés et incarcérés à Soto Del Real, ont été accidentés à la hauteur d'Agurain.



# Pub et télé

**A** CHAQUE jour une idée nouvelle. Mais les petits matins de janvier sont plus propices à celui qui n'avait pas peur de s'en référer à Jaurès ou à Blum et qui, en ce matin du 8 janvier 2008, se souvenant que c'était l'anniversaire du décès de François Mitterrand, lance à tous vents l'idée de la suppression de la publicité à partir de 20 heures dans les chaînes du service public. C'était une idée de la gauche, c'est lui qui la réalisera. Le rêve de la gauche deviendra réalité sous le règne de Nicolas I<sup>er</sup> président de la Monarco-République française. Dans la foulée, on annonce aussi que le manque d'entrée financière sera intégralement compensé à l'euro près, que la redevance ne sera pas augmentée pour préserver le fameux pouvoir d'achat et que la date d'application est fixée au 5 janvier 2009.

La publicité représente 8 minutes d'antenne à l'heure et, donc, il va falloir remplir ce vide au-delà de 20 heures. Personnellement, je suis de ceux qui pensent que la publicité n'est pas nécessaire au service public, qu'elle est plus une astreinte qu'un élan et qu'il n'est pas certain qu'elle ait un impact dans la mesure où, pendant les plages publicitaires, la consommation d'eau dans les ménages, en particulier dans les WC, correspond à une réalité. Reconnaissons donc la vertu hygiénique de la pause publicitaire.

Certes, il y a toutes sortes de publicités. Darty ne manque pas d'esprit et, en outre, se renouvelle

Jean Haritschelhar

avec bonheur. La valse des Citroens est agréable à voir ainsi que son exploit de glissades en hiver sur sol verglassé. Par contre, je plains amèrement «*Belle maman*» qui, chaque jour, rappelle à son gendre que sa fille ne boit pas de lait. Après que le gendre lui ait fait comprendre qu'il s'agit



«La V<sup>e</sup> République relookée nous offre le fait du prince qui nous gouverne»

de «*Matin léger*», elle en boit elle-même et, de plus, elle trouve que ce fameux lait est bon. J'ai dit qu'elle avait compris. Hélas! Le lendemain, «*bis repetita placent*», c'est le même scénario que la veille. «*Belle maman*» a dû tout oublier. Il ne fait aucun doute qu'Alzheimer la guette et que le mieux serait de faire un don à la fondation pour découvrir le vaccin contre cette maladie. Il en est de même pour la dame qui ignore l'efficacité de «*Calgon*» pour le détartrage, encore que, petit changement récent, quand le mari de la dame dit «*au revoir*» au dépanneur qui s'en va, celui-ci lui répond non point «*au revoir*», mais «*adieu*», au sens étymologique du terme.

L'édit royal est tombé: un an pour régler la question. Les chaînes privées, pourtant gagnantes, hurlent quand on veut leur imposer un pourcentage sur le surplus de rentrées publicitaires. De même pour des taxes sur Internet ou encore les téléphones portables. A l'Assemblée nationale le débat s'envenime, d'autant qu'à la réforme est ajoutée la nomination ou la révocation possible du PDG du service public par le président de la Monarco-République. Même dans les rangs UMP certains rejoignent l'opposition. Bref, le débat s'enlise, le PDG est sommé de fixer lui-même, avec son conseil d'administration, la date d'application royale fixée au 5 janvier 2009 et il s'exécutera en bon serviteur du service public.

Le Sénat a commencé à délibérer sur une loi qui est déjà entrée en application. Oh! paradoxe digne de l'exception française, car on assiste à de l'inouï, du jamais vu. Imaginons que le Sénat modifie quelque peu le texte voté par les députés. L'accord peut être conclu par la navette entre les deux assemblées. S'il n'en est pas ainsi, le texte des députés peut passer en force et dire la loi. Mais qu'en pensera le Conseil constitutionnel dont on est certain qu'il sera saisi pour le moins par les partis d'opposition? L'avenir nous le dira. Une fois de plus, la V<sup>e</sup> République relookée nous offre le fait du prince qui nous gouverne. On souhaitait «*vitesse*» dans la réforme, il y a eu «*précipitation*». Ce n'est pas un «*Roi fainéant*» qui aurait occasionné la confusion.

Notre couverture: Dans le bâtiment de l'ESTIA, de g. à dr.: Jean-Roch Guireesse, directeur de l'Ecole d'ingénieurs, et Michel Poueyts, président de la technopole Izarbel.

## Sur votre agenda

Urtarrila:

✓ **Vendredi 16, 20h30, MILA-FRANGA** (Salle du Trinquet). Réunion organisée par le Collectif des associations de défense de l'environnement (CADE) et les associations opposées aux voies nouvelles TGV.

✓ **Vendredi 16, 21h, DONIBANE GARAZI** (cinéma Le Vauban). La Compagnie Dantzaz (anciennement Ballet Biarritz Junior) se produira avec sa nouvelle création «*Luz sagar*», à l'initiative de la Scène de Pays Baxe Nafarroa.

✓ **Samedi 17, à partir de 10h, AINIZA**. 4<sup>ème</sup> anniversaire d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara. De **10h à 12h30**: assemblée générale de Laborantza Ganbara. **14h**: repas.

✓ **Samedi 17, 11h, BAIONA** (Mairie). Rassemblement contre l'intervention israélienne à l'initiative de Solidarité Gaza Pays Basque.

## 4<sup>ème</sup> anniversaire de Laborantza Ganbara

**L**A création de Euskal Herriko Laborantza Ganbara, le 15 janvier 2005 n'était pas un acte isolé, ni un coup de tête! Elle était inscrite dans une histoire de plus de 30 ans qui consiste à donner au Pays Basque les outils lui permettant de prendre en charge son avenir sur le terrain agricole. A partir de la réalité spécifique de ce territoire il fallait donner corps à l'agriculture paysanne et durable, respectueuse des paysans, de la société, de la nature. C'est dans ce contexte, et cette perspective, que s'inscrit la revendication d'une chambre d'agriculture pour le Pays Basque. ELB en a été le fer de lance, mais c'est un véritable mouvement social qui soutient la démarche. Très majoritairement les syndicats, les associations, les élus, les instances comme le Conseil de Développement et le Conseil des Elus se positionnent pour la création de cette chambre d'agriculture. Il s'agit d'avoir

les moyens d'exister, d'être maître de son destin, pour avoir des partenariats équilibrés avec les autres territoires. (...)

Pour faire bouger les choses, et pour donner de l'ampleur à l'indispensable agriculture paysanne, Euskal Herriko Laborantza Ganbara a donc été créée. La dénomination tient à garder bien vivante la revendication d'une chambre d'agriculture du Pays Basque, même si elle gêne les partisans de l'immobilisme.

En quatre ans, Euskal Herriko Laborantza Ganbara a apporté une véritable valeur ajoutée à l'agriculture du Pays Basque. Services compétents et de proximité, formations aux pratiques économes, expérimentations dans la production d'oléagineux pour l'Huile Végétale Pure et le tourteau fermier, dans les cultures de protéagineux, optimisation des systèmes herbe, accompagnement des projets d'installation, diagnostics d'exploita-

tion pour la protection de la ressource en eau, valorisation du métier de paysan auprès de la société (Lurrama), organisation d'événements transfrontaliers, etc. Avec peu de moyens, malgré les attaques incessantes, insupportables, injustes, nous pouvons être fiers du travail réalisé et les paysans peuvent être fiers d'avoir une structure mobilisée pour une agriculture viable, vivable, soutenue par les citoyens, attractive pour les jeunes.

Cette histoire ne doit pas s'arrêter le 29 janvier! Mais dans l'immédiat, ce 17 janvier à Ainhice-Mongelos c'est le grand rendez-vous pour célébrer le quatrième anniversaire.

Il appartient à chacun de marquer cet événement en venant dès 10h, participer à l'assemblée. La journée se poursuivra par un repas sous chapiteau et une soirée festive.

Michel Berhocoirigoin

## Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Izarbel fleuron technologique du Pays Basque ..... 4, 9 et 10

● Aralar à Strasbourg ..... 11

Cahier n°2 «*Alda*» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr